



## Ça démarre ?

Un peu partout en France, les salariés d'entreprises de tailles diverses se mettent en grève pour exiger des salaires décents, des conditions de travail acceptables. Difficulté collatérale : les travailleurs du Livre en grève ont empêché la parution des journaux locaux et régionaux, et notre communiqué annonçant les modalités du 1<sup>er</sup> mai n'ont pas pu être diffusés.

Ils ont raison de se battre et Unité & Action se réjouit de voir monter le niveau de combativité et diminuer le niveau d'abattement des travailleurs.

## Comme prévu, après les élections, c'est le grand jeu

Pendant les travaux, la lutte des classes continue. Le patronat continue son offensive réactionnaire de reprise des conquêtes sociales : Peugeot, par exemple, veut imposer à ses salariés des usines de cycles de Mandeure et de Dannemarie de renoncer « volontairement » à 3 ou 4 heures de repos par semaine en échange de la non-fermeture des usines.

*On pourrait supprimer 1050 emplois, mais comme vous êtes sympas ...*

Les salariées de la Redoute gagnent environ 1000 euros net par mois et leurs conditions de travail s'aggravent sans cesse. Elles demandent 15 % d'augmentation et sont en grève depuis 5 semaines pour obtenir cette somme astronomique (150 euros par mois) qui doit épater même notre président qui s'est contenté de près de 200 % d'augmentation sur son maigre salaire. La direction a fait appel à du personnel intérimaire pour casser la grève, ce qui est interdit. Elle a obtenu un jugement favorable au démantèlement du piquet de grève. Selon que vous soyez puissant ou misérable...

*On pourrait fermer la boîte, mais comme vous êtes sympas...*

Dans le Nord, encore : la directrice des archives nationales économiques et sociales, les archives du monde du travail, annonce avec colère que 6 postes sont supprimés, ce qui impose l'arrêt de la collecte nationale des documents et interdit le travail de recherche. Il ne s'agit que de l'histoire des travailleurs.

*On pourrait fermer ce service. Ceux qui l'aiment prendront le train...*

Des milliers de travailleurs assurent les travaux les plus difficiles et les plus pénibles. Leurs salaires sont bas. Leurs conditions de travail sont mauvaises. Ils cotisent mais ne peuvent pas bénéficier de la plupart des services sociaux, des soins. Ils cotisent pour une retraite que la plupart d'entre eux ne toucheront pas. Ils doivent raser les murs pour aller travailler, pour aller faire les courses, pour aller chercher les gosses à l'école. Ils sont étrangers et n'ont pas de papiers en règle. Ils sont raflés par centaines, la plupart du temps au faciès dans la rue, quand ils ne tombent pas dans un piège tendu à la préfecture où ils ont été convoqués « pour examen de leur dossier ». Ils sont internés par centaines dans des centres de rétention crasseux où ils peuvent rester jusqu'à 32 jours. La commission européenne doit proposer le 7 mai de porter cette durée à 6 mois prolongeables à 18 mois ! Ils sont

expulsés par centaines, menottés, ficelés, bâillonnés, le corps enroulé de scotch, frappés. Les personnes qui s'indignent dans les avions sont poursuivies par la justice et parfois condamnées.

Ces damnés de la Terre relèvent la tête, manifestent par centaines, font grève et exigent de la dignité, du respect, la possibilité de travailler au grand jour sans risquer tout cela, au risque supplémentaire de perdre leur salaire, leur liberté, leur vie même dans certains cas. Leur lutte est exemplaire.

*On pourrait se passer d'eux... Ben non, justement... même des patrons le disent. Ah ? Alors, j'comprends pas...*

Trois milliards d'euros ont été dépensés pour cette seule activité : arrêter, interner et expulser des gens dont le seul tort est qu'ils sont étrangers sans papiers, et qui sont nécessaires à l'économie nationale. Il faut y ajouter **15 000** équivalents temps plein de policiers uniquement chargés de ces besognes.

Et on nous dit qu'il n'y a pas d'argent (combien coûte par ailleurs l'envoi de soldats en Afghanistan ?) Et on nous supprime des dizaines de milliers de postes dans les services publics. Et on annonce qu'on va nous en supprimer encore plus les années prochaines !

*En Italie, on a joué avec la xénophobie et on a soigneusement évité de proposer une alternative politique réelle : ils ont une chambre des députés entièrement de droite, un président de la République couvert de procès, milliardaire et d'extrême droite. Le maire de Rome est un fasciste...*

## Des attaques de fond

Les retraites sont menacées. Le gouvernement, adepte autoproclamé du dialogue social, décide tout seul comme un grand (avec les patrons quand même) d'allonger à 41 ans la durée de cotisation, ce qui est absurde, inopérant pour l'objectif affirmé. Ce qui aggrave considérablement les conditions de travail, le montant des retraites et leur principe même. Ce qui menace l'emploi des jeunes gens qui sortent de l'école ou de la formation. On travaille plus et plus longtemps pour gagner moins et vivre moins longtemps.

Le 1<sup>er</sup> mai, jour de lutte des travailleurs conscients, est le jour choisi par le gouvernement pour mettre en œuvre le « nouveau » code du travail.

- L'apparition d'un chapitre « obligation des travailleurs » met en cause la sécurité au travail. Le patron n'est plus responsable principal des conditions de travail
- Les exceptions et dérogations aux droits collectifs du travail menacent les apprentis, les salariés agricoles, les salariés des entreprises des transports, les mineurs, les assistantes maternelles, les dockers, les salariés de la Fonction Publique, les salariés d'EDF et GDF. Le ministre réinvente les régimes spéciaux, mais pour diminuer les droits et casser les solidarités.
- Le prétexte de l'égalité Hommes-Femmes est utilisé de nouveau pour aggraver les conditions de travail des femmes qui étaient jusque là protégées par des conventions particulières (interdiction d'emploi avant et après l'accouchement, droit à une heure d'allaitement par jour pendant les heures de travail pendant un an)
- Le temps de travail est en voie de déréglementation, sur la durée hebdomadaire comme sur la durée annuelle, sur le travail le dimanche, et en particulier pour les salariés agricoles.
- La représentation des salariés est elle aussi attaquée. Le seuil déclenchant la mise en place de délégués du personnel augmente, la consultation du comité d'entreprise diminue. Les membres des comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail pourront plus difficilement présenter leurs observations à l'inspecteur du travail. La récidive disparaît pour les patrons qui font entrave à la désignation ou à l'action des représentants du personnel. Dans l'éducation nationale, les commissions paritaires sont privées d'une partie de leurs prérogatives et n'examineront plus les mutations et les affectations des collègues. Une pétition vient d'être lancée par le SNES. Il est indispensable que des dizaines de milliers de collègues la signent très vite.
- Les droits seraient différents en raison de l'origine des travailleurs. Dans les transports en particulier, les entreprises ne seraient plus soumises aux dispositions légales et stipulations conventionnelles applicables aux salariés employés par les entreprises de la même branche d'activité **établies** en France.

La loi de modernisation du marché du travail, votée le 29 avril à l'assemblée nationale, détricote les droits sociaux et instaure le concept européen patronal de flexicurité, c'est-à-dire moins de droits et de moyens de se

défendre pour les salariés, plus de droits et de profits pour les patrons. Ce qu'ils appellent un accord gagnant-gagnant (pour eux, pour eux). Les missions des inspecteurs du travail sont menacées et détournées. La justice prudhomale est affaiblie. Dès le 6 mai, un chômeur pourra se voir imposer un travail moins bien payé et situé à deux heures de voiture de son domicile.

N'oublions pas au passage les franchises médicales, les remboursements, le démantèlement du système de soins et les attaques contre la sécurité sociale. N'oublions pas la hausse des prix de l'alimentation, la hausse vertigineuse de l'essence et du gaz.

## Une riposte qui se construit lentement et qui prend forme

Cette succession et cette accumulation de reculs sociaux, d'attaques contre les conditions de travail, les conditions de vie, les libertés, les salaires, les retraites devient concrètement intolérable et explique les luttes des milliers de salariés en France et en Europe.

Dans les fonctions publiques, les exemples pourraient eux aussi être longuement cités. On pourrait citer par ailleurs les luttes des usagers des services publics qui, un peu partout mais pas assez encore, organisent la résistance contre la casse. On pourrait citer les manifestations de lycéens qui s'inquiètent de la disparition de leurs professeurs, mais qui s'inquiètent aussi de l'avenir qu'on leur promet.

Il faut réunir tous ces courants de dignité active, de colère constructive, d'exigences légitimes, de volonté de construire autre chose.

Ce mois de mai s'annonce sous des couleurs de lutte.

### **Dès demain, le 1<sup>er</sup> mai doit être militant et nombreux.**

Le 6 mai, les établissements secondaires d'Oloron organisent une réunion d'information et de lutte à la salle Louis Barthou de la mairie d'Oloron.

Le même jour, réunion du second degré à Orthez à la mairie dans la soirée

Le 15 mai, appel national à la grève large et unitaire des syndicats de la Fonction Publique et des syndicats de l'éducation nationale

Le 18 mai, grande manifestation nationale à Paris organisée par la FSU et soutenue dans le département par la FCPE. **Il est indispensable que la souscription lancée par la FSU et les syndicats de la FSU soit rapidement couverte : le prix des billets retenus a dû être entièrement payé d'avance, ce qui dépasse 11 000 euros !** Il est également indispensable que cette manifestation soit un succès et donc que les camarades s'inscrivent pour y participer.

Les organisations syndicales viennent de lancer un appel à la grève le 22 mai pour défendre les retraites.

Le samedi 24 mai, des manifestations unitaires départementales sont organisées par la FSU, les syndicats de l'éducation nationale et la FCPE pour défendre le service public de l'éducation nationale, pour une autre rentrée et une autre politique éducative.

On le voit, l'atonie syndicale et l'inquiétude ou la colère des collègues qui ne voyaient rien venir, vont se transformer en occupations bourdonnantes des actions.

En ce quarantième anniversaire de mai 68, que cela soit le signe du démarrage d'une lutte victorieuse.

U&A travaillera pour cela en donnant des explications, en favorisant les convergences, l'unité et la cohérence des actions.